



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 12 du 20 mars 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- ➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 20 mars 2012

SOMMAIRE

| | |
|---|------------|
| ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES..... | 425 |
| PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE..... | 425 |
| DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS..... | 425 |
| Bureau de l'interministérialité..... | 425 |
| Arrêté N° 12.OSD.01 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine..... | 425 |
| Arrêté N° 12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine..... | 425 |
| Arrêté N° 12.BI.19 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de la région LORRAINE..... | 428 |
| SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT..... | 430 |
| DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST..... | 430 |
| DIVISION EXPLOITATION DE METZ..... | 430 |
| Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-013 en date du 15 mars 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de construction de protections acoustiques sur la RN 52 à Villers-la-Montagne, du PR 7+810 au PR 11+250..... | 430 |
| Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-014 en date du 16 mars 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de l'OA A31-161 et l'OA A31-180 sur A31..... | 432 |

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

Arrêté N° 12.OSD.01 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;
VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;
VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;
VU le décret n° 2006-975 du 1er août 2006 portant code des marchés publics ;
VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'État ;
VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
VU le décret du président de la République du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté du 31 décembre 2009 portant règlement de comptabilité au Ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville et au Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués ;
VU l'arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 6 mars 2012 chargeant Mme Catherine LAGNEAU, ingénieur des mines, responsable du pôle entreprises, emploi et économie à la DIRECCTE de Lorraine, de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine à compter du 26 mars 2012 ;
VU l'arrêté préfectoral n°11.OSD.16 du 22 août 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à Mme Catherine LAGNEAU, ingénieur des mines, responsable du pôle 3E, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, en sa qualité de responsable d'unité opérationnelle, à l'effet de procéder à l'ordonnancement secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les titres 2, 3, 5 et 6 des Budgets Opérationnels de Programme (BOP) centraux et régionaux suivants :

- Programme 102 : accès et retour à l'emploi
- Programme 103 : accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi
- Programme 111 : amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail
- Programme 155 : moyens de fonctionnement des DIRECCTE.

Cette délégation porte sur la réception des crédits, l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses et les opérations relatives aux recettes.

Article 2 : Demeurent réservés à la signature du préfet :

- les arrêtés ou conventions passés avec les collectivités territoriales (article 59 du décret n° 2004-374 du 29 avril 2004) ;
- les réquisitions du comptable public (article 66 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962) ;
- l'engagement de la procédure du « passer-outre » prévue par le décret n° 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État.

Article 3 : Un compte rendu trimestriel d'utilisation des crédits sera adressé au préfet.

Article 4 : Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs fonctionnaires et agents de l'État placés sous son autorité.

La signature des agents habilités est accréditée auprès de la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

La décision de subdélégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : L'arrêté préfectoral n° 11.OSD.16 du 22 août 2011 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine, est abrogé à compter du 26 mars 2012.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture, Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 mars 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.17 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code du travail ;
VU le code de commerce ;

VU le code de la consommation ;
 VU le code du tourisme ;
 VU le code de la sécurité sociale ;
 VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
 VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la république ;
 VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;
 VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
 VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;
 VU le décret n° 2009-360 du 31 mars 2009 relatif aux emplois de direction de l'administration territoriale de l'Etat ;
 VU le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
 VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 VU la circulaire conjointe n° 1399 du 18 octobre 2011 des Ministres de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et Ministre de l'économie, des finances et de l'industrie relative au transfert de certaines attributions touristiques aux DIRECCTE ;
 VU l'arrêté conjoint du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé en date du 6 mars 2012 chargeant Mme Catherine LAGNEAU, ingénieur des mines, responsable du pôle 3E à la DIRECCTE de Lorraine, de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine à compter du 26 mars 2012 ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.88 du 22 août 2011 modifié par l'arrêté préfectoral n° 12.BI.16 du 12 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine ;
 SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée, à compter du 26 mars 2012, à Mme Catherine LAGNEAU, ingénieur des mines, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences et au nom du préfet de Meurthe-et-Moselle, les décisions, actes administratifs et correspondances dans les domaines suivants :

1) Travail et Emploi

| Nature du pouvoir | Textes (Code du Travail : CT) |
|--|---|
| 1 - Salaires - établissement du tableau des temps nécessaires à l'exécution des travaux des travailleurs à domicile - fixation du salaire horaire minimum et des frais d'atelier ou accessoires des travailleurs à domicile - remboursement de la part de l'Etat en matière de rémunération mensuelle minimale | CT : 7 ^{ème} partie – Livre 4 ^{ème} – Titres I et II CT : 3 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre III – Chapitre II |
| 2 – Négociation collective Fondement de la qualification des catégories d'emploi menacées dans le cadre de la négociation triennale | CT : 2 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre IV – Chapitres I et II |
| 3 – Agences de mannequins Attribution, renouvellement, suspension, retrait de la licence d'agence de mannequins | CT : 7 ^{ème} partie – Livre 1 ^{er} – Titre II – Chapitre III |
| 4 – Travailleurs étrangers - décisions et visas portant sur les autorisations de travail - visa des conventions de stage | CT : 5 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre II CEDESA – Livre III |
| 5 – Apprentissage et Alternance - contrats d'apprentissage - décision à l'opposition d'engagement d'apprentis et à la poursuite des contrats en cours - enregistrement des contrats d'apprentissage dans le secteur public - agrément (délivrance, suspension, retrait) de maître d'apprentissage pour les personnes morales de droit public - contrat de professionnalisation | CT : 6 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre II – Chapitres III, IV et V Loi n° 92-675 du 17/07/1992 Décret 92-1258 du 30/11/1992 CT : 6 ^{ème} partie – Livre 3 ^{ème} – Titre II – Chapitre V |
| 6 – Congés payés - action en dommages et intérêts contre un salarié qui travaille pendant ses congés payés - agrément des contrôleurs des caisses de congés payés | CT : 3 ^{ème} partie – Livre 1 ^{er} – Titre IV |
| 7 – Emploi 7.1 – Chômage partiel - attribution de l'allocation spécifique de chômage partiel - conventions de prise en charge des indemnités complémentaires dues aux salariés en chômage partiel - décisions relatives à la situation des salariés employés par une entreprise en suspension temporaire d'activité (au-delà de 3 mois) - conventions d'activité partielle de longue durée - participation de l'Etat à l'allocation complémentaire versée par l'entreprise en matière de rémunération mensuelle minimale garantie | CT : 5 ^{ème} partie – Livre 1 ^{er} – Titres I et II CT : 3 ^{ème} partie – Livre 2 ^{ème} – Titre III – Chapitre II |

| | |
|--|--|
| <p>7.2 – Conventions du Fonds National de l'Emploi (FNE) dans le cadre de la restructuration des entreprises et de l'adaptation à l'emploi</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'allocation spéciale en cas de licenciement de travailleurs âgés - d'allocation temporaire dégressive - de congés de conversion - de cellule de reclassement - de formation et d'adaptation professionnelle - de cessation d'activité de certains travailleurs salariés - de conversion, d'adaptation ou de prévention <p>7.3 – Convention d'appui ou de sensibilisation à l'élaboration de plans de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences</p> <p>7.4 – Aide à l'adaptation des salariés aux évolutions de l'emploi dans le cadre d'accords pour l'emploi</p> <p>7.5 – Contrat unique d'insertion, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat d'avenir, contrat initiative emploi, contrat insertion-revenu minimum d'activité. Accompagnement salariés en contrats aidés Décision de reversement des aides et cotisations sociales en cas de rupture d'un CAE ou d'un CIE. Prime retour à l'emploi.</p> <p>7.6. – Dispositif de soutien à l'emploi des jeunes en entreprise</p> <p>7.7 – Décisions et conventions relatives à l'insertion par l'activité économique. Attribution des aides – Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique</p> <p>7.8 – Aide aux chômeurs, créateurs ou repreneurs d'entreprises</p> <p>7.9 – Conventions de promotion de l'emploi</p> <p>7.10 – CIVIS / Fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes (FIPJ)</p> <p>7.11 – Conventions liées aux dispositifs locaux d'accompagnement</p> <p>7.12 – Délivrance, extension, renouvellement, retrait d'agrément des associations, entreprises et autres personnes morales dont l'activité porte sur les services à la personne</p> <p>7.13 – Agrément relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production (SCOP)</p> <p>7.14 – Décisions embauche en ZRU et ZUS</p> | <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titres I et II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitres I, III et IV</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitre IV</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitre II</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre IV</p> <p>CT : 6^{ème} partie – Livre 3^{ème} – Titre II – Chapitre V Circulaires DGEFP 97-08 du 25/4/97 et 04-07 du 16/02/2004</p> <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 1^{er} – Titre III – Chapitre I Circulaires DGEFP n°2002-16 du 25/3/2002, n° 2003-04 du 4/3/2003 et du 09/7/2007</p> <p>CT : 7^{ème} partie – Livre 2^{ème} – Titre III</p> <p>Loi n° 78-763 du 19/07/1978</p> <p>Loi n° 96-987 du 14/11/1996</p> |
| <p>8 – Travailleurs privés d'emploi / Décisions relatives aux droits du régime de solidarité et aux droits à revenu de remplacement</p> <ul style="list-style-type: none"> - exclusion temporaire ou définitive des droits à l'allocation de recherche d'emploi, d'allocation temporaire d'attente ou d'allocation de solidarité spécifique et prononcé de sanctions administratives - refus d'ouverture des droits à l'allocation de solidarité spécifique et de son renouvellement - refus d'ouverture rétroactive du droit à l'allocation équivalent retraite | <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 4^{ème} – Titres I et II</p> |
| <p>9 – Formation professionnelle et certification</p> <ul style="list-style-type: none"> - délivrance des titres professionnels du ministère chargé de l'emploi et validation de jury - remboursement des rémunérations perçues par les stagiaires AFPA abandonnant, sans motif valable, leur stage de formation - validation des acquis de l'expérience | <p>Loi n° 2002-73 du 17/01/2002 Décret n° 2002-1029 du 2/8/2002</p> <p>CT : 6^{ème} partie – Livre 3^{ème} – Titre IV – Chapitre I</p> <p>Loi n° 2002-73 du 17/01/2002 Décret n° 2002-615 du 26/04/2002</p> |
| <p>10 – Travailleurs handicapés</p> <ul style="list-style-type: none"> - déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (contrôle, émission des titres de perception à l'encontre des employeurs ne respectant pas l'obligation d'emploi) - agrément des accords de groupe, d'entreprise ou d'établissement en faveur des travailleurs handicapés <p>Exonération partielle de l'obligation d'emploi.</p> <ul style="list-style-type: none"> - subvention d'installation des travailleurs handicapés - aides financières en faveur de l'insertion des travailleurs handicapés - conventionnement d'organismes assurant des actions d'insertion des travailleurs handicapés - décisions sur la reconnaissance de la lourdeur du handicap - conventionnement d'aide au poste dans les entreprises adaptées - prime pour l'embauche d'un jeune handicapé en contrat d'apprentissage | <p>CT : 5^{ème} partie – Livre 2^{ème} – Titre I</p> <p>CT : 6^{ème} partie – Livre 2^{ème} – Titre II – Chapitre II</p> |

11 – Conseiller du salarié

- remboursement aux employeurs des salaires maintenus aux conseillers du salarié pour l'exercice de leur mission
- remboursement des frais de déplacement exposés par les conseillers du salarié

CT : 1^{ère} partie – Livre 2^{ème} – Titre III –
Chapitre II

2) Métrologie

Décisions, actes et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine dans le domaine de la métrologie légale :

- dans le cadre du décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure :
- approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par le fabricant ou le réparateur pour la vérification primitive des instruments (article 18 – 3^{ème} alinéa) ;
- approbation du système d'assurance qualité mis en œuvre par l'installateur pour la vérification de l'installation d'un instrument (article 23 – 3^{ème} alinéa) ;
- agrément du système d'assurance qualité des organismes de contrôle (article 37 – 2^{ème} alinéa) ;
- dérogations lorsque les conditions techniques et d'usage d'un instrument ne permettent pas de respecter la réglementation (article 41) ;
- retrait ou suspension d'agrément (article 39) ;
- agrément des organismes prévus par les arrêtés réglementant les catégories d'instruments de mesure (articles 22, 28 et 33 du décret précité et article 20 de l'arrêté du 1^{er} mars 1990 fixant les modalités d'application de certaines dispositions du décret) ;
- attribution de marque d'identification (article 27 de l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 1990) ;
- agrément des installateurs, réparateurs de chronotachygraphes et des centres de vérifications périodiques (décret n° 81-883 du 14 septembre 1981 et arrêté du 26 novembre 1986 modifiés) ;
- agrément des organismes pour la vérification périodique des taximètres (arrêté ministériel du 18 juillet 2001, article 12) ;
- décisions d'approbation de plans de camion-citerne (ordonnance n° 42-2405 du 18 octobre 1945 et arrêté du 1^{er} juillet 1976, article 14) ;
- décisions d'agrément de plans de réservoir de stockage de liquides autres que les vins et alcools (ordonnance n° 42-405 du 18 octobre 1945 relative au mesurage du volume des liquides et circulaire 76.1.01.327.000 du 6 mai 1976) ;
- agrément d'organismes pour la réparation, l'installation, l'inspection des chronotachygraphes numériques (arrêté ministériel du 7 juillet 2004 relatif aux modalités du contrôle des chronotachygraphes numériques, articles 4 et 5).

3) Développement industriel et technologique

Décisions, actes et correspondances pris en application de la politique de développement industriel dans les conditions définies par le décret n° 83-568 du 27 juin 1983.

4) Concurrence, consommation et répression des fraudes

Décisions, actes et correspondances relevant des attributions de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine en matière de contrôle du bon fonctionnement des marchés et des relations commerciales entre entreprises, de protection économique des consommateurs et de sécurité des consommateurs.

5) Tourisme

Délégation de signature est donnée à Mme Catherine LAGNEAU à l'effet de signer tous les actes et correspondances relatifs à la préparation et à la mise en œuvre des décisions en matière de classement des hébergements touristiques : hôtels, résidences de tourisme, terrains de camping, villages de vacances, parcs résidentiels de loisirs, villages résidentiels de tourisme et meublés de tourisme.

6) Organisation, fonctionnement des services et gestion du personnel

Décisions, actes et correspondances concernant :

- l'organisation et le fonctionnement des services sur lesquels il a autorité ;
- la gestion des personnels dans les conditions et suivant les modalités fixées par les textes en vigueur.

Article 2 : Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine peut, sous sa responsabilité et au nom du préfet, subdéléguer sa signature à un ou plusieurs fonctionnaires et agents de l'État relevant de son autorité. La décision de subdélégation sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 3 : Demeurent réservées à la signature du préfet les correspondances adressées :

- à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- aux ministres,
- aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- au préfet de région et au président du conseil régional,
- au président du conseil général.

Article 4 : Les arrêtés préfectoraux n° 11.BI.88 du 22 août 2011 et n°12.BI.16 du 12 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine seront abrogés à compter du 26 mars 2012.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et Mme Catherine LAGNEAU, chargée de l'intérim des fonctions de directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 19 mars 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté N° 12.BI.19 du 19 mars 2012 accordant délégation de signature à M. Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de la région LORRAINE

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1432-2 et L 1435-1 issus de l'article 118 de la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires, le livre 3^{ème} de la première partie relatif à la protection de la santé et environnement, le livre 2^{ème} de la troisième partie relatif à la lutte contre les maladies mentales ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de la défense ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le décret n° 2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre les représentants de l'Etat dans le département, dans la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;
VU le décret du Président de la République du 8 juillet 2011 portant nomination de M. Jean-François BENEVISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU la circulaire du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales du 24 mars 2010 relative aux relations entre les préfets et les agences régionales de santé ;
VU le règlement sanitaire départemental ;
VU le protocole relatif aux actions et prestations mises en œuvre par l'agence pour le préfet du département de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.85 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de la région LORRAINE ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Délégation de signature est donnée à M. Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, les documents suivants :

1. Soins psychiatriques sans consentement visés aux articles L. 3211-1 et suivants du code de la santé publique :
 - la transmission des arrêtés préfectoraux prononçant les mesures de soins psychiatriques prises en application des chapitres II à IV du titre 1^{er} du livre II de la troisième partie du code de la santé publique ou de l'article 706-135 du code de procédure pénale aux personnes qui en font l'objet, ainsi que les avis mentionnés à l'article L3213-9 du code de la santé publique ;
 - les courriers informant de toute décision de prise en charge du patient sous une autre forme que celle d'une hospitalisation complète les autorités et les personnes suivantes : le procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel est situé l'établissement d'accueil de la personne malade et le procureur de la République près le tribunal de grande instance dans le ressort duquel celle-ci a sa résidence habituelle ou son lieu de séjour ; le maire de la commune où est implanté l'établissement et le maire de la commune où la personne malade a sa résidence habituelle ou son lieu de séjour ; la commission départementale des soins psychiatriques ; la famille de la personne qui fait l'objet de soins ; le cas échéant, la personne chargée de la protection juridique de l'intéressé.,
2. Les mesures de salubrité générale et contrôle administratif et technique des règles d'hygiène dans les conditions prévues à l'article L1421-4 du code de la santé publique :
 - les courriers relatifs au contrôle administratif et technique des règles d'hygiène, conformément aux dispositions de l'article L. 1311-1 du code de la santé publique et aux arrêtés pris sur le fondement de l'article L. 1311-2 du code de la santé publique ;
 - les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine y compris notification des résultats et informations ainsi que les mesures d'urgence nécessaires (art L 1321-1 à L 1321-10 et R 1321-1 à R 1321-68 du code de la santé publique) ;
 - les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux minérales naturelles (L. 1322-1 à L .1322-13 et R 1322-1 à R 1322-44-17 du code de la santé publique) ;
 - les courriers relatifs au contrôle sanitaire des eaux de consommation humaine conditionnées (R. 1321-69 à R. 1321-95 ; R. 1321-1 à R. 1321-63 du code de la santé publique) ;
 - les courriers relatifs au contrôle sanitaire des piscines et baignades ouvertes au public y compris notification des résultats et des classements (art. L 1332-1 à L 1332-9 et D1332-1 à D 1332-42 du code de la santé publique) ;
 - les courriers relatifs au contrôle des nuisances sonores dans le domaine des bruits de voisinage et des établissements diffusant de la musique amplifiée (art. R 1334-31 à R 1334-37 du code de la santé publique ; L 571-17 et R 571-25 à R 571-30 du code de l'environnement) ;
 - les courriers relatifs au contrôle des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés, et des filières d'élimination des pièces anatomiques (art. R 1335-31 du code de la santé publique et décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997) ;
 - les courriers relatifs à la salubrité des immeubles (art. L 1331-17, L 1331-22 à L 1331-31 et art. R 1331-4 à R 1331-11 du code de la santé publique) ;
 - les courriers relatifs à la lutte contre le saturnisme infantile et l'amiante (art. L 1334-1 à L 1334-13 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique).

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François BENEVISE, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 1er sera exercée par M. Lucien VICENZUTTI, directeur de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Lucien VICENZUTTI, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 2 sera exercée par M. Philippe ROMAC, délégué territorial de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe ROMAC, la délégation de signature qui lui est accordée par l'article 3 sera exercée par M. Jérôme MALHOMME, chef du service veille et sécurité sanitaire environnementale et en cas d'empêchement de M. Jérôme MALHOMME, pour les correspondances et les documents se rapportant au 2° de l'article 1er du présent arrêté, par Mme Stéphanie MONIOT, ingénieur d'études sanitaires, par M. Daniel GIRAL, ingénieur d'études sanitaires, et par M. Olivier DOSSO, ingénieur.

Article 5 : Délégation de signature est donnée à M. Jean-François BENEVISE, en tant que directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine, à l'effet de signer les agréments ou modifications d'agrément des sociétés d'exercice libéral constituées pour l'exploitation des laboratoires de biologie médicale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François BENEVISE, la délégation de signature qui lui est consentie au titre du présent article sera exercée par Mlle Christel PIERRAT, chef du service produits de santé et biologie de l'agence régionale de santé de Lorraine.

Article 6 : Demeurent réservées à la signature du préfet :

- les correspondances adressées :
 - * à la présidence de la République et au Premier ministre,
 - * aux ministres,
 - * aux parlementaires,
 - * au préfet de région et au président du conseil régional,
 - * au président du conseil général,
 - * au président de la communauté urbaine du Grand Nancy ;
- les circulaires à destination des maires des communes du département, des mises en demeure devant être notifiées aux collectivités territoriales pour non respect de leurs obligations réglementaires ;
- les situations de risques sanitaires pouvant constituer un trouble à l'ordre public où les services de l'agence sont placés, pour emploi, sous l'autorité du préfet ;
- les courriers et mémoires adressés au parquet et aux juridictions administratives, pénales, civiles ou financières.

Article 7 : L'arrêté préfectoral n°11.BI.85 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de santé de la région Lorraine, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. Jean-François BENEVISE, directeur général de l'agence régionale de la santé de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice du service départemental d'archives.
Nancy, le 19 mars 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST
DIVISION EXPLOITATION DE METZ

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-013 en date du 15 mars 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de construction de protections acoustiques sur la RN 52 à Villers-la-Montagne, du PR 7+810 au PR 11+250

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
VU le code de la route ;
VU le code de justice administrative ;
VU le code pénal ;
VU le code de procédure pénale ;
VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;
VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés ;
VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;
VU le dossier d'exploitation en date du 29/02/2012 présenté par le SIR Lorrain ;
VU l'avis du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle en date du 19/12/2011 ;
VU l'avis du commissariat de Villerupt en date du 10/01/2012 ;
VU l'avis de la commune de Villers-la-Montagne en date du 12/01/2012 ;
VU l'avis de la commune de Haucourt-Moulaine en date du 10/01/2012 ;
VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 24/01/2012 ;
VU l'information du CRICR de Metz ;
VU l'avis du district de Metz en date du 09/03/2012 ;
CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

| VOIE | Route nationale RN 52 | |
|--------------------------|--|---|
| POINTS REPERES (PR) | PR 7+810 à PR 11+250 | |
| SENS | 2 sens de circulation : Metz-Longwy (sens 1) – Longwy-Metz (sens 2) | |
| SECTION | Villers-la-Montagne à Haucourt-Moulaine | |
| NATURE DES TRAVAUX | Poursuite des travaux de réalisation de 2 écrans acoustiques à l'Ouest et à l'Est de la RN52 au Sud de l'échangeur de Villers-la-Montagne. | |
| PERIODE GLOBALE | Du 2 avril au 27 avril 2012. | |
| SYSTEME D'EXPLOITATION | de Villers-la-Montagne (sens 1). | |
| SIGNALISATION TEMPORAIRE | A LA CHARGE DE : - DIR-Est | MISE EN PLACE PAR : - District de Metz |

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

| N° | Date/Heure | PR et SENS | SYSTEMES D'EXPLOITATION | RESTRICTIONS DE CIRCULATION |
|--|--|---|---|---|
| Pose des séparateurs de voies de type K16 et de K5c (sens Metz-Longwy) | | | | |
| 1 | 2 avril 2012 (de 9h00 à 15h00) <i>Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques</i> | RN 52 sens 1 du PR 7+810 au PR 9+200 RN 52 sens 2 | - Neutralisation voie de droite. - Fermeture de la bretelle de sortie RN 52 à l'échangeur de Villers-la-Montagne. - Pas de restrictions de circulation. | - Limitation de vitesse à 90 km/h. Déviation : - Les usagers de la RN 52 en provenance de Metz désirant quitter la RN 52 à l'échangeur de Villers-la-Montagne devront poursuivre sur la RN 52 jusqu'à l'échangeur de Haucourt- Moulaine et se réorienter. |
| Réalisation des écrans (jours ouvrés) | | | | |
| 2 | Du 3 avril 2012 au 26 avril 2012 (du lundi 8h00 au vendredi 15h00) <i>Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques</i> | RN 52 sens 1 du PR 8+400 au PR 9+200 RN 52 sens 2 du PR 11+250 au PR 9+000 | - Fermeture de la bretelle de sortie RN 52 à l'échangeur de Villers-la-Montagne. - Neutralisation voie de droite. | Déviation : - Les usagers de la RN 52 en provenance de Metz désirant quitter la RN 52 à l'échangeur de Villers-la-Montagne devront poursuivre sur la RN 52 jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine et se réorienter. Limitation de vitesse à 90 km/h. |
| Réalisation des écrans (week-end et jours fériés) | | | | |
| 3 | Du 3 avril 2012 au 26 avril 2012 (week-end et jours fériés) <i>Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques</i> | RN 52 sens 1 du PR 8+400 au PR 9+200 RN 52 sens 2 | - Fermeture de la bretelle de sortie RN 52 à l'échangeur de Villers-la-Montagne. - Pas de restrictions de la circulation. | Déviation : - Les usagers de la RN 52 en provenance de Metz désirant quitter la RN 52 à l'échangeur de Villers-la-Montagne devront poursuivre sur la RN 52 jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine et se réorienter. |
| Dépose des séparateurs de voies de type K16 et de K5c (sens Metz-Longwy) | | | | |
| 4 | 27 avril 2012 (de 9h00 à 15h00) <i>Dates prévisionnelles sous réserve des aléas climatiques et techniques</i> | RN 52 sens 1 du PR 7+810 au PR 9+200 RN 52 sens 2 | - Neutralisation voie de droite. - Fermeture de la bretelle de sortie RN 52 à l'échangeur de Villers-la-Montagne. - Pas de restrictions de la circulation. | - Limitation de vitesse à 90 km/h. Déviation : - Les usagers de la RN 52 en provenance de Metz désirant quitter la RN 52 à l'échangeur de Villers-la-Montagne devront poursuivre sur la RN 52 jusqu'à l'échangeur de Haucourt-Moulaine et se réorienter. |

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Villers-la-Montagne et Haucourt-Moulaine ;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Villers-la-Montagne et Haucourt-Moulaine.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),

- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
 - Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
 - Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
 - Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
 - Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
 - Directeur de la société AGILIS SAS,
 - Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.
 Moulins-lès-Metz, le 15 mars 2012

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Chef de la division d'exploitation de Metz,
 Philippe LEFRANC

Arrêté N° 2012-DIR-Est-M-54-014 en date du 16 mars 2012 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de l'OA A31-161 et l'OA A31-180 sur A31

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;
 VU le code de la route ;
 VU le code de justice administrative ;
 VU le code pénal ;
 VU le code de procédure pénale ;
 VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;
 VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
 VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;
 VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;
 VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.
 VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2012/DIR-Est/SG/CJ/54-01 du 10 janvier 2012 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.
 VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.
 VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;
 VU le dossier d'exploitation en date du 12 mars 2012 présenté par le district de Nancy;
 VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 15 mars 2012;
 VU l'avis du district de Nancy en date du 12 mars 2012;
 CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

| VOIE | A 31 et A 33 | |
|----------------------------|--|--|
| Points Repères PR. et sens | PR 248+500 de l'A31 et PR0+280 et 0+460 de l'A33 | |
| SECTION | | |
| NATURE DES TRAVAUX | Réfection d'OA | |
| PERIODE GLOBALE | 19 mars au 18 avril 2012 de nuit | |
| SYSTEME D'EXPLOITATION | Suivant planning des travaux : - Coupure de l'A33 sens Metz-Strasbourg et Strasbourg-Metz - Fermeture de la bretelle Laxou-Strasbourg - Neutralisation de voies(droite ou gauche) | |
| SIGNALISATION TEMPORAIRE | A LA CHARGE DE : - District de Nancy CEI de Fléville | MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville |

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

| N° | DATE | PR. ET SENS | DESCRIPTION DES TRAVAUX | DEVIATION MISE EN PLACE |
|----|---|---|---|---|
| | 6 nuits : lundi 19 au mercredi 28 mars 2012 de 20h30 à 06h00 | Panneau KC1 A31 PR 251+100 | Sens Metz-Strasbourg OA A31-180 et A31-161 sous intrados PR 0+280 et 0+460 de l'A33 Coupure de l'A33 au niveau du PR 0+00 ou PR 249+000 de l'A31 Fermeture bretelle Laxou-Strasbourg | Déviation par la bretelle Metz-Paris: les usagers seront invités à rester sur la section courante de l'A31 sortie Nancy direction Paris jusqu'à l'échangeur n°18 de Velaine, bretelle Nancy/Velaine, Rond-points RD 400, bretelle Velaine /Nancy, section courante de l'A31 direction Strasbourg et bretelle Paris- Strasbourg |
| | 4 nuits : mercredi 28 au mercredi 4 avril 2012 de 20h30 à 06h00 | Panneau KC1 A33 PR 2+900 | Sens Strasbourg-Metz OA A31-180 et A31-161 sous intrados PR 0+280 et 0+460 de l'A33 Coupure de l'A33 au niveau du PR 0,940 de l'A33 pour la direction Metz OA 31-180 bretelle Laxou-Paris sortie Nancy sur extrados 2 voies Neutralisation de la voie de droite Fermeture de la bretelle Laxou-Strasbourg | Déviation par la bretelle Strasbourg-Paris A33- A31, direction Paris jusqu'à l'échangeur de Velaine n°18, bretelle Nancy-Velaine, rond- point RD 400 direction Nancy, bretelle Velaine- Nancy, direction Nancy_Metz-Strasbourg et direction Metz par la bretelle Paris-Metz |
| | 2 nuits : mercredi 4 au vendredi 6 avril 2012 de 20h30 à 06h00 | AK5 au carrefour avenue de la résistance et rue du vair | Neutralisation de la voie de gauche | Déviation : les usagers seront invités à rester sur la section courante de l'A31 sortie Nancy direction Paris jusqu'à l'échangeur n°18 de Velaine, bretelle Nancy-Velaine, Rond- points RD 400, bretelle Velaine-Nancy, section courante de l'A31 direction Strasbourg et bretelle Paris-Strasbourg |
| | 3 nuits : mardi 10 au vendredi 13 avril 2012 de 20h30 à 06h00 | AK5 au carrefour avenue de la résistance et rue du vair | OA A31-161 sens Paris -Metz sur extrados | |
| | 3 nuits: lundi 16 au jeudi 19 avril 2012 de 20h30 à 06h00h : | AK5 au PR 247+100 | | |
| | lundi 16 avril 2012 | | Neutralisation de la voie de droite | |
| | mardi 17 avril 2012 | | Neutralisation de la voie de gauche | |
| | mercredi 18 avril 2012 | | Neutralisation de la voie de droite puis neutralisation de la voie de gauche | |

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux ;
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté ;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de SAERT,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 16 mars 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de la division d'exploitation de Metz,
Philippe LEFRANC

